

Janvier 2015

La difficile transmission des savoir et des repères.

Ce qui suit est un résumé d'un article remarquable, paru dans la revue « Études » de Septembre 1994, sous la signature de Philippe d'Iribarne, directeur de recherche au CNRS, avec pour titre : « difficile socialisation ».

Cet article explique de façon très claire pourquoi les parents et l'école ont tant de mal à remplir leur mission de formation et d'éducation. Or, ces aspects sont essentiels.

Il nous semble que toute personne voulant travailler à améliorer la transmission des savoirs et des repères devrait avoir lu le présent document et, mieux encore, l'article complet dont il est un résumé. Cet article de Philippe d'Iribarne ne contient pas la réponse. Chacun apportera sa réponse. En revanche l'article démonte l'un après l'autre tous les mécanismes qui ont conduit à la situation d'aujourd'hui.

Pourquoi est-il devenu si difficile de transmettre les valeurs, les repères et les savoirs qui constituent les fondations de notre démocratie ?

Selon Philippe d'Iribarne, une société où la fonction de socialisation est mal assurée, est vouée à **l'anomie** et à terme à la décadence. Impossible, donc, de mettre en place le développement durable, et de rêver à une société apaisée. Qu'est-ce que l'anomie ?

L'anomie désigne la crise que traverse une société lorsque ses membres se trouvent privés des normes qui organisent leur conduite et des idéaux qui légitiment leurs aspirations. L'anomie se caractérise par un écart important entre les théories idéologiques, les valeurs communément enseignées et la pratique dans la vie quotidienne.

Selon Philippe d'Iribarne, la difficulté provient du fait qu'en 1994, année où l'article fut écrit, il existait trois conceptions différentes de la société (traditionnelle, moderne et post-moderne), et que celles-ci sont incompatibles entre elles.

Or, souligne Philippe d'Iribarne, il se trouve que chacun d'entre nous se réfère en permanence à ces trois conceptions dans des proportions variables, selon qu'il est parent d'élève, instituteur ou chef d'entreprise, ou encore selon les situations auxquelles il est confronté. Cela conduit à l'impasse.

1 - la conception traditionnelle : chacun est destiné à occuper une place particulière dans la société.

Pour les tenants de cette conception, chacun est voué de par sa naissance à occuper une place particulière dans la société. A la position qui lui est ainsi assignée, correspondent des droits et des devoirs. C'est typiquement la situation qui régnait sous l'ancien régime.

Dans cette conception dite traditionnelle, l'éducation de l'enfant a pour but de lui inculquer les règles propres à la catégorie à laquelle son destin le voue à appartenir.

Notre société est encore largement imprégnée par cette façon de voir. Elle est marquée par l'existence de très nombreux clubs, castes et classes (dockers, cheminots, imprimerie, énarques, polytechniciens, milliardaires, Groupe Bildeberg, ...), qui ont chacun leurs codes, et dans lesquels il est très difficile de s'intégrer si on ne fait pas partie du « sérail »¹.

2 - la conception moderne : les hommes naissent libres et égaux en droit.

Cette conception correspond, grosso modo, à l'émergence de la République.

Selon les théories du contrat social, notre société est officiellement composée de citoyens égaux en droit, qui se sont librement unis pour développer leurs intérêts communs.

Dans cette conception moderne, toute affirmation d'une différence de nature entre les hommes est censée marquer une volonté de domination d'un individu sur un autre. Il faut la combattre, car cette différence est jugée comme dégradante, comparable à une relation de maître à esclave.

Au contraire, la socialisation est destinée à former des citoyens capables de se gouverner avec la raison. Pour accéder à la « raison », fondement de l'égalité et de la liberté, l'éducation, par hypothèse, tient une place essentielle.

Du reste, selon la déclaration des droits de l'homme, les hommes se distinguent par leur vertu et leur talent. L'accès à la liberté garde donc quelque chose de conditionnel : l'accès à la raison, qui est apporté par l'éducation.

Jusqu'au milieu du XX^{ème} siècle, l'Ecole a parfaitement joué le rôle qui lui était assigné, à savoir transférer valeurs, repères et savoir aux jeunes, pour qu'ils accèdent à la raison, et deviennent citoyens à part entière. Cette transmission de valeurs était amplifiée et

¹ Dans son livre « le zéro mépris » paru dans les années 80, Hervé Serieyx, en avait déjà fait une démonstration implacable.

complétée par l'Armée et l'Eglise, avec l'accord tacite d'une majorité écrasante de la population. En effet, l'Armée, l'Eglise et l'Ecole transmettaient à l'époque environ 80% de valeurs communes (courage, volonté, honnêteté, travail, justice etc...)

Malheureusement, la machine s'est grippée, avec l'apparition d'un troisième courant, que Philippe d'Iribarne baptise : « la conception post moderne ».

3 - La conception post-moderne : la non ingérence dans le libre choix de l'autre.

Dans ce troisième courant de pensée l'égalité des hommes reste solennellement proclamée, mais les différences d'accès à la raison (et à la vertu qui lui est liée) sont considérées comme une source d'inégalité.

Selon les promoteurs de ce courant post moderne, tout jugement de valeur, tout choix de vie, toute préférence relève exclusivement de chaque individu. Les idées et les valeurs de chacun sont placées sur un strict pied d'égalité. C'est à chacun de donner un sens à l'existence.

Pour les post-modernes, la société n'est plus fondée sur des valeurs partagées. Elle est fondée sur le respect des différences, sur l'ajustement mutuel. La seule valeur commune, est la non ingérence dans le libre choix de l'autre.

D'où le célèbre " il est interdit d'interdire " de mai 1968.

La socialisation devient alors apprentissage du respect de l'autre. L'école ne doit plus avoir pour mission de mettre au moule les futurs citoyens, mais se montrer respectueuse du pluralisme le plus large.

Quelles conséquences pouvons-nous tirer de cette analyse ?

A la lecture de cet article, on peut être pessimiste sur le devenir de notre société, car pratiquement tous les individus se réfèrent de bonne foi à chacune de ces trois conceptions, selon les situations dans lesquelles ils se trouvent. Or, utilisées alternativement par ceux qui ont la charge de la transmission, elles sont porteuses de confusion, et conduisent donc à l'anomie puis à la décadence.

Regardons la situation de nos sociétés : elles sont marquées par l'individualisme et l'isolement². Les valeurs communes de nos sociétés sont de plus en plus floues. La pauvreté est banalisée (on n'y peut rien). Le chômage fait partie du décor. La corruption se développe.

Aux Etats Unis, la corruption n'entraîne pas automatiquement de sanction pour les dirigeants. Il suffit de négocier des amendes que l'on fait payer à l'entreprise. En 2013, lors d'une assemblée générale d'actionnaires, le PDG a été félicité pour avoir bien mené une telle négociation avec les Autorités judiciaires américaines, le délit commis ayant finalement rapporté davantage à l'entreprise que l'amende qu'elle a dû payer, amende déductibles des impôts, donc partiellement, payée par les contribuables.

² Sur l'individualisme, voir nos développements sous l'onglet : « ALTRUISME / INDIVIDUALISME »

Autre exemple : nous en sommes aujourd'hui réduits à qualifier « d'incivilités » des actes qui sont de véritables délits. Les prisons sont plus que saturées, ce qui illustre un dysfonctionnement de la société. La petite délinquance aussi

En fait, la conception post moderne a fait le lit de l'individualisme, ouvrant ainsi une autoroute aux grands acteurs économiques, mondialisés, qui se jouent des frontières, et disposent de repères solides (le profit à court terme) et de valeurs non moins solides (la compétitivité). Ils n'ont rencontré aucun obstacle pour :

- Corrompre certains élus, afin qu'ils se taisent,
- endoctriner une population qui ne sait plus à quel saint se vouer, en lui donnant mauvaise conscience (« vous n'êtes pas compétitifs »)
- porter aux nues l'individualisme rebaptisé pour la circonstance : « performance individuelle », ce qui est plus chic,
- et banaliser la pauvreté et le chômage (« on n'y peut rien »).

Nous sommes très fiers de brandir l'étendard de la démocratie, mais en réalité, nos sociétés sont bel et bien frappées d'anomie³. Le pouvoir a échappé aux élus. La tendance est à la privatisation de tout ce qui peut produire de l'argent. La notion de « biens communs » a totalement disparu du discours politique national et européen⁴. Etc.

Certes, tout n'est pas à rejeter dans la conception post moderne. Il faut juste rendre les conceptions moderne et postmoderne compatibles, c'est-à-dire les appliquer de façon pragmatique selon les situations, en gardant bien présent à l'esprit que les valeurs de la république sont le socle de la société, et restent intangibles tant qu'un référendum n'en a pas décidé autrement. Là est la limite de la conception post moderne.

C'est la seule façon d'apaiser la société, et de se diriger vers le développement durable avec quelques chances de réussite. Encore faut-il soulever le problème auprès de tous les citoyens, pour que chacun prenne conscience des enjeux fondamentaux soulevés par ce sujet.

³ Rappel : L'anomie désigne la crise que traverse une société lorsque ses membres se trouvent privés des normes qui organisent leur conduite et des idéaux qui légitiment leurs aspirations. L'anomie se caractérise par un écart important entre les théories idéologiques, les valeurs communément enseignées et la pratique dans la vie quotidienne.

⁴ Sur la notion de biens communs : voir nos développements sous le chapitre : « BIENS COMMUNS/DROITS COLLECTIFS »